

Le PMS de papa a vécu

Mal connus, parfois décriés, les centres PMS se préparent dans une certaine fébrilité à être réformés par le Pacte d'excellence.

À quoi servent-ils donc? - Texte: Catherine Ernens -

Toi, tu aimes le bois, tu seras menuisier. Et toi, tu es fort en maths, tu seras ingénieur. Ces injonctions résonnent encore dans la tête d'un tas d'adultes qui n'ont que des batteries de tests prédictifs comme souvenirs de leur passage au centre PMS, le centre psycho-médico-social. Aujourd'hui, et à l'heure où le Pacte d'excellence veut leur redonner un nouvel élan, les CPMS se défendent de ces images qui leur collent à la peau.

Non, leur rôle ne se limite pas à faire passer des tests et à annoncer des mauvaises nouvelles. *"On n'est plus au temps du PMS de papa. À l'époque, on était dans un contexte déterministe. On pensait que le testing était la clé qui prédisait l'avenir. Il faudra encore un peu de temps pour tourner cette page"*, explique Sophie De Kuyssche, secrétaire générale de la fédération des centres PMS du libre. Le centre PMS n'est pas non plus celui qui ausculte les yeux et analyse les petits pipis en pot. Le suivi médical de l'élève relève de la promotion de la santé (PSE) même si les PSE collaborent avec les CPMS.

Le sens de leur réseau

Alors que font les PMS? Toujours de l'orientation mais autrement. *"On accompagne l'élève pour qu'il choisisse ses options ou sa filière en connaissance de cause et avec l'éclairage apporté par l'école. C'est un grand changement."* Ils ont d'autres missions. Certains mènent de nombreuses actions collectives de prévention, par exemple en matière de contraception, ou font des interventions quand l'école traverse une crise, par exemple dans le cadre de harcèlement. Des PMS ont été récemment sur le pont pour traiter les problèmes de radicalisation. Composés essentiellement de psychologues et d'assistants sociaux, les centres PMS agissent en réalité très différemment d'un cas à l'autre.

"On n'est pas là pour distribuer les bons et les mauvais points, mais pour favoriser la scolarité de l'enfant."

S'ils manquent aujourd'hui de visibilité et peuvent être mal perçus, c'est parce qu'ils n'ont bien souvent de contacts qu'avec les familles en difficulté. Et encore, ces dernières connaissent mal ces services d'aide pourtant gratuits. Quand l'enfant ou l'ado a des difficultés scolaires, relationnelles, d'assuétudes, la famille peut contacter le CPMS qui va aider à trouver une solution. *"Le PMS est alors l'interface entre les parents, l'école ou les éventuels thérapeutes extérieurs pour essayer de soutenir l'enfant"*, poursuit Sophie De Kuyssche. Les PMS veulent pouvoir mener cette mission essentielle en toute indépendance. Ce n'est pas gagné.

Ces centres travaillent en effet pour plusieurs écoles. Ils sont liés par contrat à ces établissements, sur une durée de trois ans. Ils travaillent toujours pour un seul réseau (libre, officiel, de la Fédération Wallonie-Bruxelles). Cette logique a été renforcée en 2001 lorsqu'il a été stipulé dans leurs statuts qu'ils devaient avoir... *"le sens de leur réseau"*. Le Pacte d'excellence prévoit de sacraliser ce lien: le centre PMS devra ajuster ses priorités à celles que l'école s'est choisies à travers son plan de pilotage. Il devra être *"en phase"* avec l'école. *"Les PMS appartiennent à des réseaux mais globalement ils font l'effort de la neutralité"*, tempère cependant Bernard De Commer, membre du Conseil supé-

rieur des centres PMS. *"Avec la réforme du Pacte, il y aura des conventions et ce sera désormais officiel: chaque PMS aura des priorités différentes. Cela se passe déjà comme ça sur le terrain"*, souligne Sophie De Kuyssche.

Et l'indépendance du PMS dans tout ça? Cela fonctionne sur base d'une gestion séparée même si le CPMS a parfois un local dans l'école... à côté de celui du directeur. *"On peut se confier au PMS sans crainte de représailles. Le respect du secret →*

→ professionnel est total", assure Sophie De Kuyssche. Rien ne dit cependant que le PMS enverra facilement l'enfant dans une autre école si tel est son bien, surtout si cet établissement est d'un autre réseau. La confiance est le maître mot. *"Le centre PMS est le gardien des valeurs de bien-être de l'enfant, appuie Roseline Magnée, directrice du CPMS provincial de Tamines-Gembloux. On n'est pas là pour distribuer les bons et les mauvais points, mais pour favoriser la scolarité de l'enfant. C'est très important de faciliter le lien entre les familles et l'école qui n'a jamais été autant source de tensions qu'aujourd'hui."*

Avec le Pacte d'excellence, certains centres craignent d'être débordés par une avalanche de nouvelles missions. D'autres ont la triste impression d'avoir été oubliés. *"Dans les années 70 et 80, les PMS ne faisaient que de l'orientation professionnelle. Demain, ils devront accompagner l'enfant de la maternelle à ses 15 ans. C'est une grande révolution"*, explique Bernard De

Commer. Mais il ajoute: *"Les missions ne cessent d'augmenter, les tâches administratives ont explosé alors que le personnel reste identique"*. Comment les centres PMS vont-ils dès lors assurer leur mutation? *"On veut recentrer ce travail sur la relation école-parents, le décrochage scolaire, le dossier d'accompagnement scolaire et l'orientation par un accompagnement tout au long du parcours"*, annonce la ministre de l'Enseignement, Marie-Martine Schyns (cdH). *"Mais on est à l'état d'ébauche de la réforme qui arrivera seulement en 2020. Ce ne sera donc pas voté sous cette législature"*, détaille encore la ministre qui travaille cependant avec assiduité sur ce dossier et tient à faire savoir que les centres PMS ne sont vraiment pas oubliés dans le Pacte d'excellence.

D'ailleurs, si ce Pacte prévoit une réforme du pilotage des centres PMS, il annonce aussi une révision des règles de financement. Aujourd'hui, et c'est vraiment étonnant, plus un centre PMS a d'élèves à superviser, moins il a de moyens. Un PMS doit avoir un minimum de 3.000 élèves à encadrer et, pour cela, il reçoit 6 équivalents temps plein. Chaque tranche de 1.850 élèves supplémentaires lui apporte un temps plein de plus. Cela signifie que si 10.000 élèves sont en jeu, il n'a que 9 personnes pour faire face à ses missions. Cette inégalité, le Pacte se propose de la corriger. *"On va repenser l'encadrement et on ne fera pas d'économies sur les PMS. Par contre, le budget qui leur est consacré n'augmentera pas non plus"*, clarifie encore la ministre. En route vers un suivi psycho-social d'excellence. ✱

La Fédération
Wallonie-Bruxelles
compte 186 centres
PMS. 2.062
personnes
travaillent dans
ces centres qui
assurent la
guidance de tous
les élèves du
fondamental et
du secondaire. Il
s'agit d'un service
public gratuit.

Son école ne voulait plus de lui

De plus en plus d'enfants, surtout des garçons de milieux peu favorisés, ont été envoyés dans l'enseignement spécialisé par les centres PMS ces dernières années.

Est-ce la faute des centres PMS? Le nombre d'enfants envoyés dans l'enseignement spécialisé n'a cessé d'augmenter ces dernières années. En dix ans, le nombre d'élèves a augmenté en maternel (+ 28 %), en primaire (+ 13 %) et en secondaire (+ 20 %). Et ce sont surtout des garçons. Les filles ne composent qu'un tiers des effectifs de l'enseignement spécialisé. Des regards accusateurs se sont tournés ces dernières années vers les centres PMS qui auraient utilisé l'enseignement spécialisé pour résoudre un tas de situations diverses. Il s'agissait parfois d'élèves dont les écoles ne voulaient plus pour des raisons de discipline. *"Des écoles à un moment donné ne veulent plus poursuivre le travail avec un enfant. Elles pensent avoir tout essayé. Pour les parents et pour le PMS, il n'est pas toujours simple alors de trouver une autre école à proximité"*, admet Roseline Magnée, directrice du CPMS provincial de Taminies-Gembloux. À Bruxelles, les places sont rares et en milieu rural, les distances entre écoles sont grandes alors que l'enseignement spécialisé offre le transport.

L'enseignement spécialisé a été créé pour rencontrer les besoins éducatifs spécifiques des élèves en difficulté. Mais il semble bien avoir été utilisé plus d'une fois comme solution de repli et de facilité. La proportion beaucoup plus élevée d'enfants défavorisés dans le spécialisé confirme cette pratique de relégation. Dans les milieux favorisés, les parents trouvent de l'aide et paient une logopède parfois de leur poche (les remboursements s'arrêtent après deux ans), font appel à des cours particuliers. Les milieux moins favorisés ne connaissent pas les codes de l'école, ils se sentent beaucoup plus vite jugés. Ils ont donc encore plus besoin d'un PMS qui les soutient. *"L'école inclusive à l'avenir va de plus en plus garder les enfants dans l'ordinaire avec des aménagements qui éviteront des orientations qui étaient des bricolages ou peu idéales"*, répond Roseline Magnée.